

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 2005

TURBULENCES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

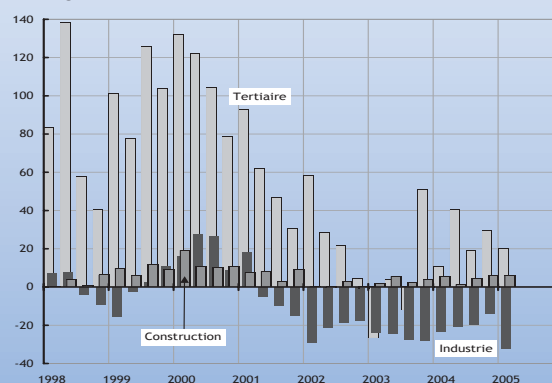
Au premier trimestre de 2005, l'activité économique ralentit à +0,2 % (+1,7 % en glissement annuel). L'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles s'en trouve affaibli : il recule de -6 000 postes. Le tassement de la croissance se traduit surtout par l'accentuation des pertes d'emplois dans l'industrie (-32 000). En revanche, l'emploi salarié résiste dans le tertiaire marchand (+20 000) et poursuit sa forte croissance dans la construction (+6 000). L'emploi total baisse de -13 000 postes. Dans ce contexte, le taux de chômage augmente à 10,2 %.

L'activité connaît un hiver difficile : la croissance ralentit

Au 1^{er} trimestre de 2005, la croissance française faiblit à +0,2 % après +0,7 % au trimestre précédent. Le glissement annuel du PIB (+1,7 %) devient inférieur à la croissance potentielle. Les données de comptabilité nationale reflètent ainsi la dégradation du climat des affaires observée depuis le début de l'année dans les principaux pays de la zone euro. Cette orienta-

tion des anticipations fait écho à plusieurs signaux négatifs : une conjoncture moins dynamique outre-Atlantique depuis l'automne 2004 ; des prix du pétrole élevés (de l'ordre de 50 dollars le baril) ; l'absence d'embellie notable sur le marché du travail de la zone euro, qui en affecte la demande intérieure. La progression annuelle du PIB de la zone euro sur un an (+1,3 %) demeure ainsi en deçà de celle de la France. La performance des exportations allemandes a

Graphique 1
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

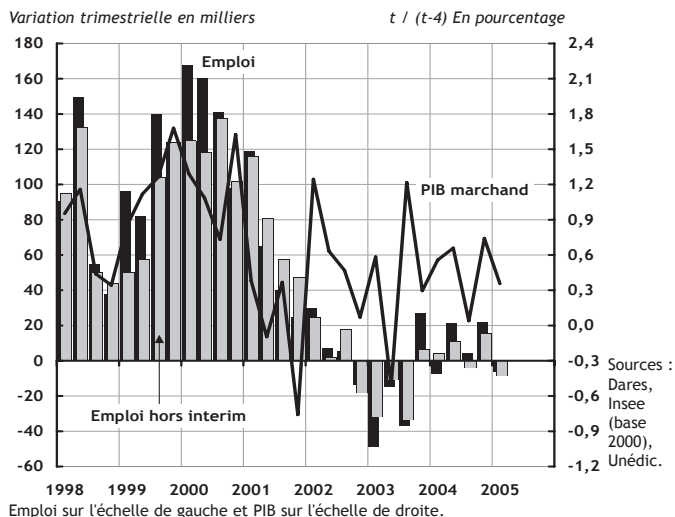


Variation trimestrielle en milliers

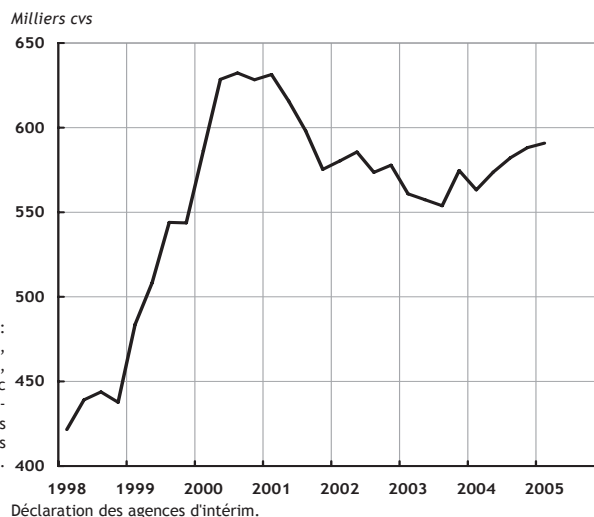
L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi et PIB marchands non-agricoles



Graphique 3
Emploi intérimaire



cependant permis d'enregistrer une croissance de +0,5 % sur le 1^{er} trimestre de 2005.

Un tel environnement international continue de peser sur les performances de l'économie française, les échanges extérieurs ôtant de nouveau -0,2 point à la croissance du 1^{er} trimestre, après -1,0 point sur l'ensemble de l'année 2004. L'appréciation passée de l'euro continue de peser sur la compétitivité-prix des exportations françaises. À cela vient s'ajouter une demande intérieure atone en zone euro, qui constitue d'ordinaire plus de la moitié de la demande étrangère adressée à la France.

Cependant, les fondamentaux de la demande intérieure française résistent. Si la consommation des ménages ralentit légèrement pour se replacer dans le sillage des gains passés de pouvoir d'achat, elle suit néanmoins une pente annuelle proche de +3,0 % l'an. Compensant la petite baisse de régime de la demande des ménages, l'investissement des entreprises rebondit, effaçant le creux marqué des deux premiers tiers de l'année 2004. Au 1^{er} trimestre de 2005, l'investissement semble ainsi reprendre le cycle de hausse qui paraissait avoir été un temps abandonné: il revient sur un rythme de progression annuelle supérieur à +5,0 %.

Deux éléments viennent cependant perturber la demande intérieure, expliquant la moitié du tassement de l'activité. Premier élément, le mouvement de stockage se ralentit, conséquence de l'adaptation des entrepreneurs à un contexte de demande devenu moins porteur à l'automne 2004. Ce changement de comportement se traduit par une perte de -0,3 point de croissance au trimestre passé, puis encore -0,1 point au 1^{er} trimestre de 2005. Second élément, avec la mise en œuvre de la réforme de la Sécurité Sociale, les dépenses de consommation des administrations publiques reculent. Cette baisse contribue à son tour à freiner la progression du PIB.

L'emploi salarié s'infléchit dans les secteurs marchands

Sur l'ensemble de l'année 2004, l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles a progressé de +40 000 postes. Affecté par une conjoncture mal orientée, l'emploi salarié de ces secteurs s'infléchit au 1^{er} trimestre de -6 000 postes (graphique 2). En rythme annuel, il progresse toutefois davantage qu'à la même période de l'année précédente: +0,3 % contre -0,2 % (tableau 1).

La conjoncture industrielle s'est dégradée à l'hiver, se répercutant directement sur l'emploi dans ce secteur. Les pertes

d'emploi dans l'industrie s'accroissent avec -32 000 postes, soit -0,8 %. L'amélioration qu'avait permis une croissance plus soutenue en 2004 est pour un temps effacée: l'emploi industriel retrouve un rythme annuel de baisse de -2,2 % proche de celui observé il y a un an (-2,5 % début 2004, graphique 1). L'intérim, dont l'industrie utilise près de la moitié des effectifs, voit également sa progression ralentie: +3 000 emplois au 1^{er} trimestre (graphique 3).

Hors intérim, la reprise de l'emploi s'interrompt: -9 000 emplois au 1^{er} trimestre de 2005 après +16 000 au trimestre précédent. Le déroulement classique du cycle économique, où le redémarrage de l'activité se transmet avec retard à l'emploi, semble donc suspendu. Le secteur de la construction continue de créer des postes à un rythme devenu régulier (+6 000 sur le trimestre, +18 000 sur un an, soit +1,4 %). Dans le tertiaire marchand hors intérim, cette dynamique se met plus lentement en place, mais paraît résister au tassement de l'activité au 1^{er} trimestre de 2005: +18 000 postes créés sur le trimestre et +83 000 sur un an. Le raffermissement de l'emploi dans le tertiaire concerne surtout les services aux particuliers (+10 000 emplois). Ailleurs, l'incertitude conjoncturelle continue de brider l'emploi: dans le commerce,

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs	2005		2004				2005			2004	2005	
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)		
	Niveau						Variation trimestrielle				En %	
Secteurs marchands (1)	15 425	-7	21	4	22	-6					-0,2	0,3
Dont Industrie	3853	-23	-21	-19	-14	-32					-2,5	-2,2
Construction	1302	5	1	4	6	6					1,3	1,4
Tertiaire	10 269	11	41	19	30	20					0,5	1,1
Intérim	591	-11	11	9	6	3					0,4	4,9
Non-marchand aidé (2)	278	-50	-17	-24	-1	-21					-25,5	-18,5
Autres (3)	8 931	44	13	22	0	14					1,0	0,6
Emploi total	24 634	-14	17	2	20	-13					-0,3	0,1

Sources :
Dares, Insee,
Unédic.

(1) Secteurs marchands non agricoles (EB-EP).

(2) Contrats emploi solidarité (CES), contrats emploi consolidé (CEC), emploi jeunes et revenu minimum d'activité (RMA).

(3) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous secteurs.

les transports et les services aux entreprises, plus sensibles aux aléas de la demande, l'emploi demeure empreint de faiblesse.

Au 1^{er} trimestre de 2005, l'emploi total diminue: -13 000 postes. Cet accès de langueur est autant le fait de la conjoncture que du recul temporaire du nombre d'emplois aidés dans le tertiaire non-marchand (-21 000). La transition vers les nouveaux dispositifs du Plan de Cohésion Sociale nécessite en effet l'arrêt progressif des entrées en contrats emplois consolidés, à une période où le relais n'est pas encore assuré pleinement par le contrat d'avenir et le contrat d'accompagnement dans l'emploi. Toutefois, sur un an, l'emploi total enregistre une légère accélération, son rythme de progression atteignant +0,1 % au 1^{er} trimestre de 2005 (+27 000 emplois créés) contre -0,3 % début 2004.

Gains de productivité soutenus et dynamisme salarial

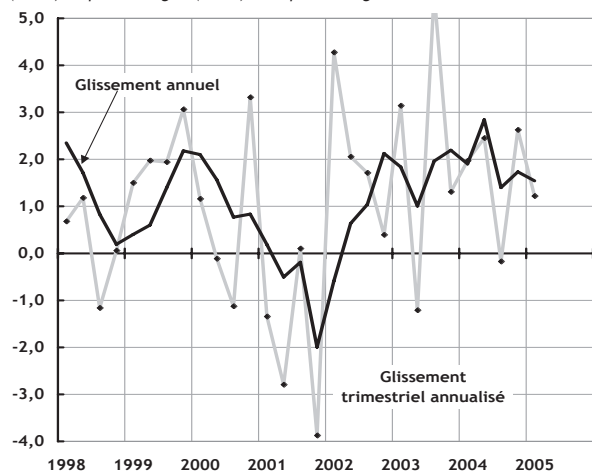
La reprise économique engagée à l'automne 2003 a conduit à la reconstitution rapide de gains de productivité par tête élevés, proches de +3,0 % l'an - un point haut sur les douze dernières années (graphique 4). Ceux-ci rendent possible un raffermissement des salaires de base sans accélération marquée des coûts salariaux unitaires. La progression nominale du salaire mensuel de base atteint +2,7 % en glissement annuel en ce début d'année, contre +2,4 % un an plus tôt (tableau 2). Ce « partage des fruits de la reprise » se fait à pas comptés: la progression des salaires de base ouvriers est ainsi à peine plus soutenue que début 2004, lorsque la reprise économique n'en était qu'à ses prémices. Toutefois, le recul de l'inflation au 1^{er} trimestre (-0,3 point) augmente les gains de pouvoir d'achat de ces salaires de base.

Les gains de productivité par tête se replient à mesure que la reprise de l'activité se transmet à l'emploi. Au 1^{er} trimestre de 2005, la productivité par tête des secteurs marchands non-agricoles progresse ainsi à un rythme annuel plus modéré de +1,5 %. Ce comportement cyclique habituel s'observe en particulier dans l'industrie et la construction. En revanche, dans le tertiaire marchand, les gains de productivité par tête ne s'infléchissent pas en ce début d'année, indiquant que le processus de redémarrage de l'emploi n'est pas encore bien établi dans ce secteur. La productivité par tête y progresse encore à un rythme légèrement supérieur à sa moyenne de longue période, sur une pente de +1,2 % l'an.

La fragilité de l'emploi dans le tertiaire marchand est également illustrée par l'indicateur de tensions sur le recrutement dans les métiers de ce secteur. Il s'améliore lentement et

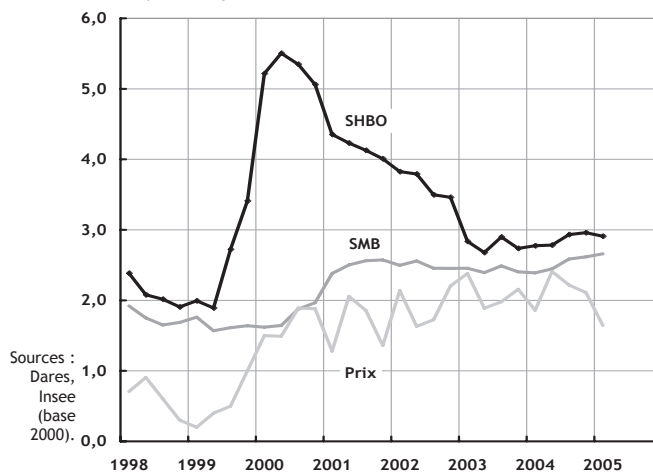
Graphique 4
Productivité par tête

(T/T-4) en pourcentage - (T/T-1)x4 en pourcentage



Graphique 5
Salaires et prix

T/T-4 en pourcentage



retrouve seulement son niveau de début 1998 (graphique 6). Dans les autres professions, les indicateurs de tensions sur le recrutement s'améliorent plus nettement, mais demeurent à des niveaux inférieurs à ceux qui prévalent en période de nette création d'emplois.

Le nombre d'emplois aidés recule, mais à un rythme ralenti

Le 1^{er} trimestre de 2005 constitue une période de transition pour les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi. Afin de céder la place aux nouveaux contrats du Plan de Cohésion Sociale, plusieurs dispositifs majeurs sont supprimés (contrats emplois consolidés ou CEC, stages d'insertion et de formation à l'emploi ou Sife, stages d'accès à l'entreprise ou SAE). Aussi, malgré le prolongement temporaire du contrat initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand et du contrat emploi-solidarité (CES) dans le secteur non-marchand, les entrées dans l'ensemble des dispositifs reculent-elles à 396 000 contre 434 000 un an

plus tôt (tableau 3). Le nombre de bénéficiaires s'en trouve réduit d'autant: -30 000 emplois aidés au 1^{er} trimestre de 2005. Toutefois, la baisse du nombre de bénéficiaires s'atténue: -3,0 % sur un an, contre -7,4 % enregistré au 1^{er} trimestre de 2004.

Le recul du nombre de bénéficiaires est cependant modéré par les dispositifs du secteur non-marchand: la baisse sur un an atteint -63 000 emplois aidés contre -117 000 début 2004. La réorientation de la politique de l'emploi à l'automne 2004 a en effet intensifié les entrées en CES. Dans le même temps, les effets négatifs de l'arrêt des emplois jeunes s'estompent. Cependant, au 1^{er} trimestre de 2005, l'arrêt des CEC et des entrées en CES moins dynamiques qu'attendu se traduisent par un nouveau recul de -21 000 du nombre d'emplois non-marchands aidés.

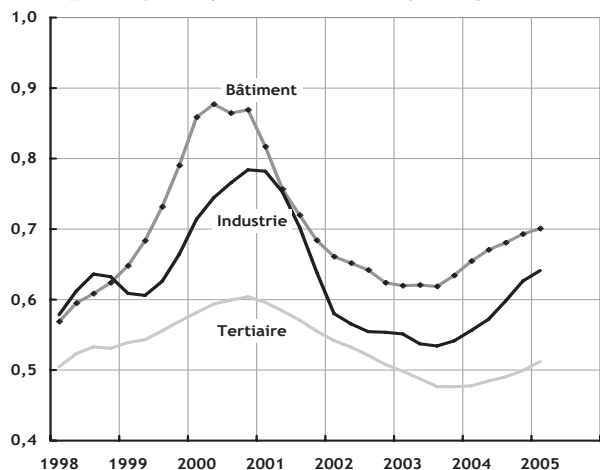
Quant aux entrées dans les dispositifs du secteur marchand au cours du 1^{er} trimestre, elles se

replient à 145 000 contre 165 000 l'an passé. La formation en alternance pâtit de la lenteur de la montée en charge du contrat de professionnalisation, qui prend le relais des anciens contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation. Le nombre de bénéficiaires recule ainsi de -13 000 emplois aidés au 1^{er} trimestre. En outre, les entrées en CIE et en soutien à l'emploi de jeunes en entreprise (SEJE) sont inférieures à celles observées un an auparavant.

Deux phénomènes viennent enfin peser sur les dispositifs de politique de l'emploi, alimentant le chômage: la stabilisation des effectifs en dispense de recherche d'emploi, qui conduit à une légère baisse du nombre de bénéficiaires de dispositifs de retraits d'activité; l'arrêt des stages de type Sife, qui se traduit au 1^{er} trimestre de 2005 par une baisse de -6 000 du nombre de demandeurs d'emploi en formation. Pourtant, les entrées en formation des demandeurs d'emploi sont à peine moins

Graphique 6 Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Graphique 7 Demandeurs d'emploi par catégories

Milliers cvs

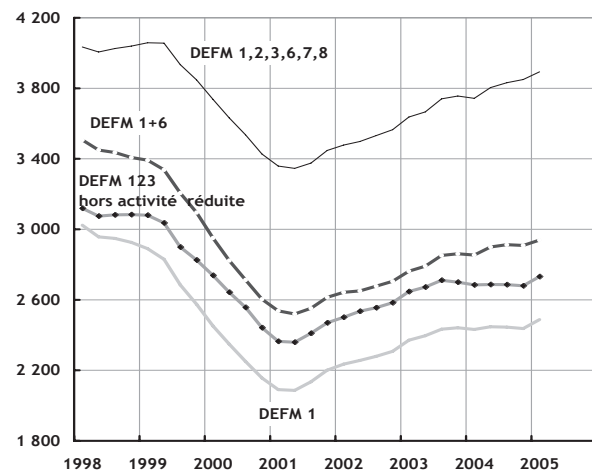


Tableau 2 Évolutions des salaires de base et des prix

	2004				2005				2004 Croissance T/(T-4) %	2005
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
	Variation trimestrielle en %									
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO)	0,9	0,6	1,1	0,4	0,8				2,8	2,9
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)	0,8	0,6	1,1	0,4	0,8				2,7	2,9
Salaire Mensuel de Base (SMB)	0,8	0,6	0,8	0,3	0,9				2,4	2,7
Prix	0,6	0,9	0,1	0,5	0,1				1,9	1,6

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2005		2004			2005				2004 2005		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Flux T/(T-4) en %		
Entrées												
Données brutes, Milliers et %												
Entrées du trimestre												
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	165	109	150	248	144						14,5 -12,7	
<i>Dont :</i>												
Abaissement de coûts salariaux	53	48	48	47	46						10,3 -13,7	
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0							
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	27	26	19	21	24							
Contrat initiative emploi (PCS)	0	0	0	0	0							
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	17	14	21	16	13							
Formations en alternance	93	41	83	183	78						12,9 -16,8	
Contrat d'apprentissage	52	14	52	120	50							
Contrats de qualification et assimilés (2)	41	27	31	62	18							
Contrat de professionnalisation (3)	0	0	0	1	10							
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	89	85	73	98	78						-19,2 -12,2	
<i>Dont :</i>												
CES - CEC (4)	83	81	69	92	75							
Contrats emploi jeunes	5	4	4	5	3							
Contrats d'avenir	0	0	0	0	0							
Contrats d'accompagnement dans l'emploi	0	0	0	0	0							
Formation des demandeurs d'emplois	147	151	141	160	143						-1,1 -2,7	
<i>Dont :</i>												
Stages d'insertion et de formation à l'emploi (a)	13	20	12	26	5							
Retraits d'activité	35	28	30	28	32						7,7 -8,6	
<i>Dont :</i>												
Dispenses de recherche d'emploi	29	24	25	23	26							
Ensemble (5)	434	374	394	534	396						0,2 -8,9	
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (5)	0	0	0	0	0							
Stocks de bénéficiaires												
Données cvs - Milliers et %												
Stock	Variations trimestrielles des stocks					Stock T/(T-4) en %						
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 093	15	2	-2	-4	1						-4,9 -0,3
<i>Dont :</i>												
Abaissement de coûts salariaux	495	10	-10	-6	-6	12						-11,3 -2,0
Abattement temps partiel	85	-10	-14	-13	-14	-6						
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	157	9	6	1	2	5						
Contrat initiative emploi (PCS)	0	0	0	0	0	0						
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	133	12	1	7	6	14						
Formations en alternance	527	-1	5	0	-1	-13						-1,3 -1,6
Contrat d'apprentissage	355	3	4	3	1	0						
Contrats de qualification et assimilés (2)	906	-4	1	-2	-3	-23						
Contrat de professionnalisation (3)	11	0	0	0	1	10						
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	278	-50	-17	-24	-1	-21						-25,5 -18,5
<i>Dont :</i>												
CES - CEC (4)	191	-27	-8	-16	13	-19						
Contrats emploi jeunes	85	-23	-10	-9	-14	-1						
Contrats d'avenir	0	0	0	0	0	0						
Contrats d'accompagnement dans l'emploi	0	0	0	0	0	0						
Formation des demandeurs d'emplois	235	-8	1	-1	4	-6						-2,1 -1,1
<i>Dont :</i>												
Stages d'insertion et de formation à l'emploi (a)	7	-11	2	1	0	-9						
Retraits d'activité	478	-6	-7	9	3	-2						1,7 0,8
<i>Dont :</i>												
Dispenses de recherche d'emploi	409	-2	-4	11	4	0						
Ensemble (5)	2 084	-50	-21	-18	1	-28						-7,3 -3,1

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. Au 1er trimestre de 2005, des délais d'enregistrement expliquent que des entrées sont encore observées en contrat de qualification et d'adaptation.

(3) Source CNASEA.

(4) Contrat emploi-solidarité et Contrat emploi consolidé.

(5) Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

dynamiques qu'un an plus tôt. Des entrées plus nombreuses en stages conventionnés Unedic et en stages organisés par les régions compensent en effet l'arrêt des dispositifs de stages financés par l'État.

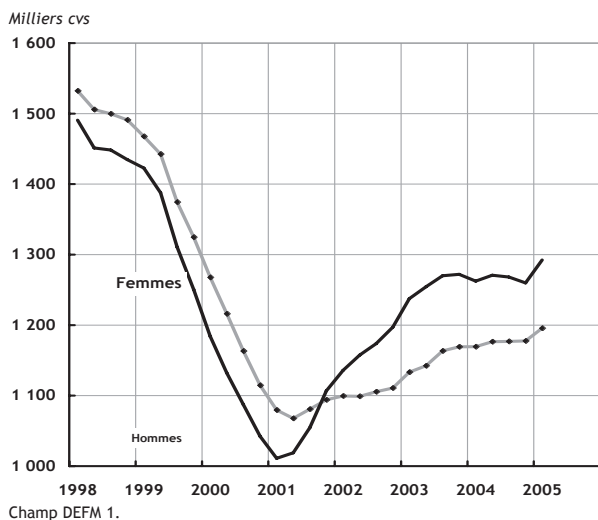
Le chômage est en hausse

Le nombre de chômeurs au sens du BIT augmente de +46 000 au 1^{er} trimestre de 2005, amenant le taux de chômage à 10,2 % de la population active à la fin du mois de mars (tableau 4). Le nombre de

demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) progresse également nettement: +50 000 chômeurs (graphique 7). Le chômage de longue durée contribue pour moitié à cette hausse: +25 000 demandeurs d'emploi. Il est alimenté par la vive hausse du chômage enregistrée au 1^{er} trimestre de 2003 (+63 000 DEFM1). Le chômage des hommes augmente davantage (+32 000 demandeurs d'emploi) que celui des femmes (+18 000, graphique 8).

La progression du chômage en ce début d'année ne semble pas directement liée à la conjoncture économique. Le rebond de croissance de 2004 a permis le repli des entrées au chômage, qui restent stables au 1^{er} trimestre de 2005 (graphique 9). En témoignent la baisse de -3,7 % du nombre de Plans de Sauvegarde de l'Emploi notifiés à l'administration et le recul des entrées au chômage pour motif de licenciement économique (graphique 10).

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



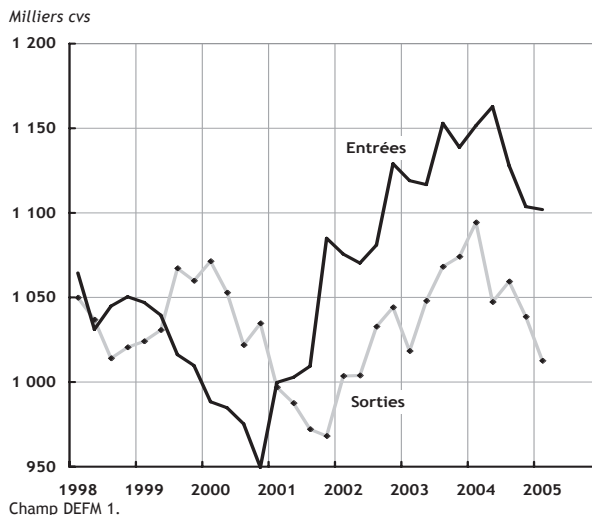
C'est donc la baisse notable des sorties du chômage qui explique l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en ce début d'année. Trois composantes fondamentales ont contribué à perturber les flux entre l'emploi et le non-emploi. Premier élément, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite s'est replié de -9 000 au 1^{er} trimestre de 2005. Cette baisse de l'activité réduite, après deux années de hausse ininterrompue, explique plus de la moitié du recul des sorties du chômage sur le trimestre. Deuxième élément, le nombre de demandeurs d'emploi en formation baisse de -6 000 au 1^{er} trimestre du fait de l'arrêt des dispositifs de stages financés par l'État (Sife). Une

partie des flux trimestriels de sortie du chômage vers un dispositif de formation (classement en catégorie DEFM4) a disparu, contribuant à la progression du chômage. Au 1^{er} trimestre, les sorties de l'ANPE pour motif d'entrée en stage ont ainsi diminuées de -3 000. Enfin, la baisse temporaire des entrées en contrats aidés et l'arrêt des créations d'emplois salariés dans les secteurs concurrentiels ont contribué à freiner les sorties du chômage.

Europe : les spécificités nationales priment

La croissance annuelle de la zone euro continue de reculer au 1^{er} trimestre de 2005: +1,3 % après +1,5 % au trimestre précédent. Le taux de chômage de la

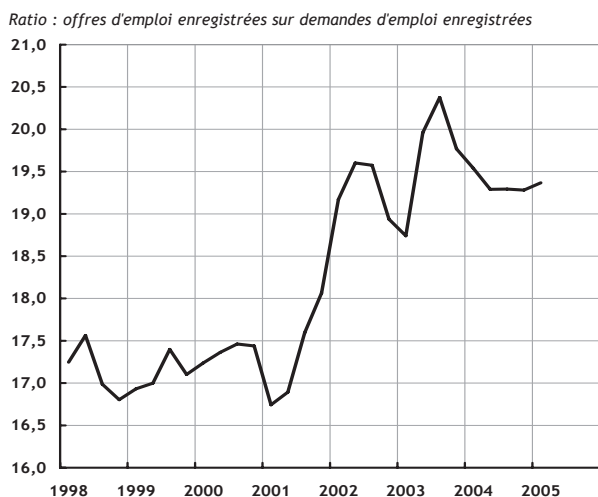
Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



zone euro, comme celui de l'ensemble de l'Union européenne, est stable à 8,9 %, mais cette situation résulte de spécificités nationales des marchés du travail, particulièrement marquées en ce début d'année (graphique 12).

En Allemagne, le taux de chômage a progressé de 0,3 point avec l'entrée en vigueur de la loi Hartz IV. Celle-ci fusionne deux systèmes: l'assurance-chômage et l'aide au chômage, qui était accordée aux demandeurs d'emploi qui ne percevaient plus d'allocations chômage classiques. De ce fait, les anciens bénéficiaires de l'aide au chômage sont obligés de s'inscrire à l'assurance-chômage dont la progression du nombre de bénéficiaires

Graphique 10
Licenciement ou sortie d'un PAP anticipé



Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite

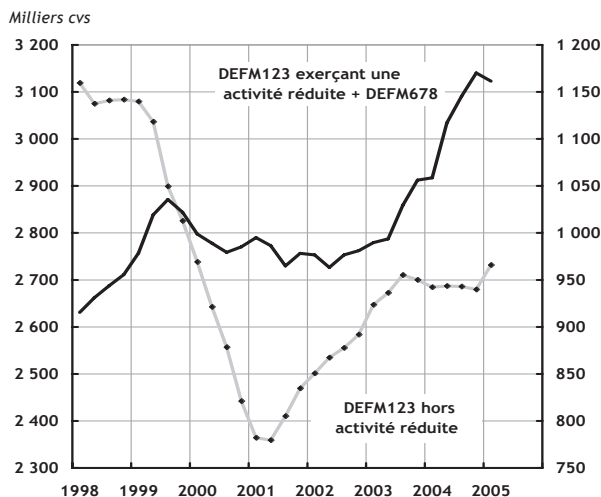


Tableau 4

Demands d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2005		2004				2005			2004	2005	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	
Catégorie	Niveau	Variation trimestrielle										
DEFM 1	2 488	-9	15	-2	-8	50					2,6	2,3
DEFM 1+6	2 939	-7	46	13	-5	31					3,3	3,0
DEFM 1+2+3 hors AR	2 732	-16	3	-1	-6	52					1,4	1,8
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 893	-13	61	27	18	43					2,9	4,0
Taux de chômage BIT (pt de %)		10,0	10,0	10,0	10,0	10,2					0,4	0,2
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	469	-11	3	11	-1	9					2,9	4,8
2 à 3 ans d'ancienneté	181	1	3	6	7	12					7,5	17,5
Plus de 3 ans d'ancienneté	125	0	1	1	1	5					-4,1	6,9
Ensemble des CLD	775	-10	7	17	7	25					2,7	7,9

Sources : Dares, ANPE.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8).

se trouve mécaniquement amplifiée.

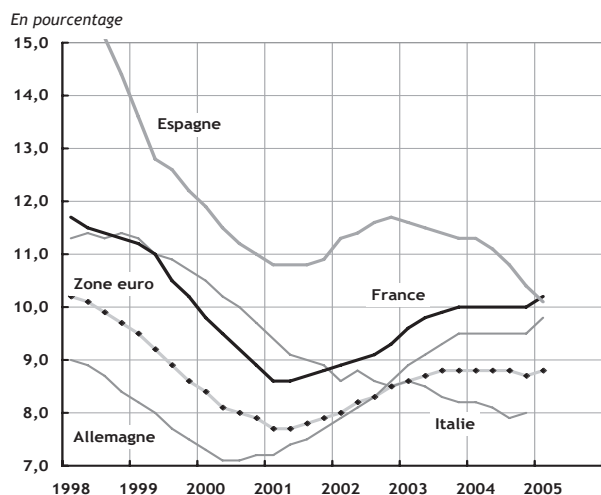
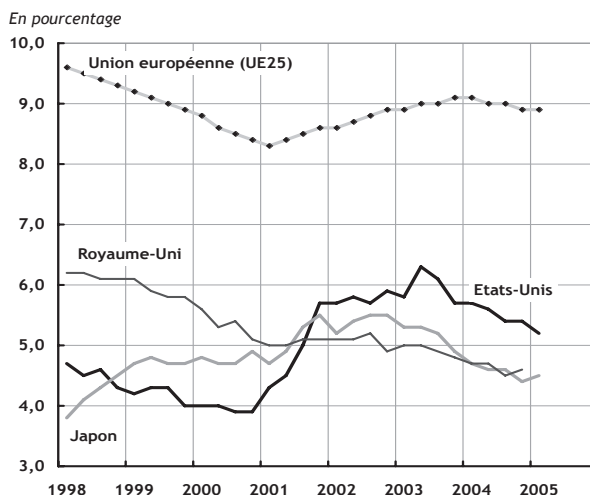
En revanche, le nombre de chômeurs continue de se replier en Espagne dont le taux de chômage au sens du BIT passe pour la première fois en dessous de celui de la France, à 10,1 %. Seul pays de la zone euro où la croissance augmente (+3,3 % en glissement annuel après +3,2 % au trimestre précédent), l'Espagne enregistre des créations d'emploi qui bénéficient d'abord aux femmes et aux jeunes. Le nombre de chômeurs au sens du BIT recule ainsi de -52 000 au 1^{er} trimestre de 2005. L'Italie contribue également à contenir le chômage européen, en particulier celui des jeunes, avec un taux de chômage revenu à 8,0 %.

Pourtant, ce chiffre ne traduit pas de véritable embellie conjoncturelle: l'Italie, où le PIB recule de -0,2 % sur un an, est ainsi entrée en récession. La nette amélioration du taux de chômage italien pourrait provenir pour partie du blanchiment du travail non déclaré grâce au Pacte social (1998) puis au Livre Blanc sur le marché du travail (2001).

Le ralentissement économique en cours au Japon (+0,8 % de croissance annuelle après +3,2 % à la mi 2004) et au Royaume-Uni (+2,7 % après +3,6 %) a interrompu le repli du taux de chômage dans ces deux pays (graphique 13). Si la croissance américaine s'est également modérée d'un point

depuis l'été 2004, elle est encore assez robuste (+3,7 %) pour tirer le marché du travail. Celui-ci poursuit son amélioration, ininterrompue depuis la mi-2003: le taux de chômage baisse de 0,2 point et s'établit à 5,2 % à fin mars 2005.

*Dares

Graphique 12
Taux de chômage en zone euroGraphique 13
Taux de chômage dans le monde

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Lucie Gonzalez et Fabien Toutlemonde,
composée de
Nicolas De Riccardis, Edouard Fabre, Jean-Paul Faur, Stéphane Jugnot,
Christine Lagarenne, Marie Leclair, Sandrine Mathern,
Géraldine Seroussi, Xavier Viney.

Références

- [1] Fabre, E., De Riccardis, N. [2005] « Évolution de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2005 » *Premières Informations*, n°25.2, juin.
- [2] De Riccardis, N. [2005] « L'emploi intérimaire au 1^{er} trimestre 2005 » *Premières Informations*, juillet, à paraître.
- [3] Leroux, M. [2005] « Les mouvements de main d'œuvre au 3^{ème} trimestre 2004 : moins de départs en retraite qu'au premier semestre » *Premières Informations*, n°22.2, juin.
- [4] Mathern, S. [2005] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2004- Résultats définitifs » *Premières Informations*, juin, à paraître.
- [5] Dares [2005-1] « Le marché du travail en avril 2005 » *Premières Informations*, n°23.1, juin.
- [6] Dares [2005-2] « Les tensions sur le marché du travail entre octobre 2004 et mars 2005 » *Premières Informations*, juillet, à paraître.
- [7] Dares [2005-3] « Le marché du travail à la fin du 1^{er} trimestre 2005 : réduction de l'activité réduite longue des demandeurs d'emploi » *Premières Informations*, n°26.3, juin.
- [8] Dares [2005-4] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4^{ème} trimestre 2004 : croissance confirmée mais encore peu d'emplois » *Premières Informations*, n°13.2, mars.
- [9] Acoess [2005] « Emploi et salaires au 1^{er} trimestre 2005 » *Acoess Stat - Conjoncture* n°26, juin.
- [10] Eurostat [2004] « Avril 2005 : Le chômage dans la zone euro stable à 8,9 % » *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°71/2005, juin.

**PREMIÈRES INFORMATIONS
et PREMIÈRES SYNTHÈSES**
sont édités par le Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement
Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15,
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)
Directeur de la publication : Annie Fouquet.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61)
Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14)
Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89
e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira
et Francine Tabaton.
Maquettistes : Daniel Lepesant,
Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement.
Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : *La Documentation française*,
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.
Tél. : 01.40.15.70.00.
Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS
et PREMIÈRES SYNTHÈSES
Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 118 €,
CEE (TTC) 124,30 €, DOM-TOM (HT) : 123 €,
hors CEE (TTC) 127 €.
Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale,
et du logement
Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 1253 - 1545.